

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : AFR 52/006/2007 (Public)
Bulletin n° : 058
ÉFAI
22 mars 2007

Somalie. Amnesty International dénonce les violences liées à l'escalade du conflit à Mogadiscio, ainsi que le meurtre d'un défenseur des droits humains

Des combats intenses se déroulent actuellement à Mogadiscio, au moment où les forces du gouvernement fédéral de transition (GFT) et l'important détachement éthiopien qui le soutient sont attaqués par des groupes d'opposition armés. Plusieurs soldats éthiopiens ou du GFT capturés ont été traînés par les pieds dans les rues, lapidés et immolés. Des dizaines de civils ont été tués ou blessés dans les échanges de tirs.

Amnesty International demande aux deux parties du conflit de respecter le droit international humanitaire et relatif aux droits humains, notamment en prenant toutes les mesures possibles pour éviter de nuire aux civils, en facilitant l'aide humanitaire, et en ne soumettant pas les prisonniers à une exécution ou un traitement cruel, inhumain ou dégradant.

Peu avant que le conflit n'empire, Isse Abdi Isse, âgé de quarante-deux ans, célèbre défenseur somalien des droits humains et directeur de l'organisation KISIMA pour la paix et le développement, basée au port de Kismayu dans le sud-ouest du pays, a été abattu par un agresseur inconnu dans le sud de Mogadiscio, le 14 mars au petit matin. Il a été tué près de l'hôtel Kamal par un groupe de trois hommes, alors qu'il participait à une conférence soutenue par l'UNICEF sur le soutien socio-psychologique aux enfants touchés par la guerre civile, la sécheresse et les inondations.

Amnesty International condamne ce meurtre d'un défenseur célèbre des droits humains, acte qui semble avoir été perpétré par un groupe d'opposition armé. Isse Abdi Isse avait vigoureusement défendu les droits humains, en toute indépendance, et sans prendre de parti clanique ou politique ; il avait reçu des menaces anonymes.

Cet événement tragique montre bien les risques croissants que courent les défenseurs des droits humains, en particulier dans la situation d'escalade de la violence à Mogadiscio. Amnesty International exhorte les autorités à enquêter sur l'homicide d'Isse Abdi Isse, à traduire les responsables en justice, et à fournir une protection aux défenseurs des droits humains travaillant pour la paix et la justice.

Isse Abdi Isse était l'un des fondateurs de KISIMA, une importante ONG indépendante fondée en 1998 à Kismayu, dans la région du Juba inférieur. Il était bien connu des organisations somaliennes émanant de la société civile et des organisations et ONG internationales installées à Nairobi, au Kenya. KISIMA est en contact avec Amnesty International et appartient au réseau de la société civile somalienne Oxfam-Novib, ainsi qu'au réseau des Défenseurs des droits humains d'Afrique de l'est et de la corne d'Afrique, installé en Ouganda.

Isse Abdi Isse, marié et père de quatre enfants, avait conduit activement le travail humanitaire et en faveur des droits humains de KISIMA, en particulier pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, les droits des femmes et des minorités, les victimes de la sécheresse et des inondations, le processus de paix et la réconciliation. La conférence à laquelle il assistait était organisée par une ONG ougandaise, Transcultural Psycho-Social Organization (TPO). Isse Abdi Isse avait également été stagiaire dans une ONG kényane, People Against Torture.

Son meurtre a été fermement condamné par les défenseurs somaliens des droits humains, ainsi que par le Haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, l'Expert indépendant des Nations unies pour la Somalie, et le Coordonnateur humanitaire des Nations unies pour la Somalie, entre autres. Amnesty International a récemment demandé à l'Union africaine et aux Nations unies de donner un mandat fort en faveur des droits humains à la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) et à l'opération proposée de maintien de la paix par les Nations unies qui devrait lui succéder. Ce mandat devrait inclure la surveillance des droits humains et la protection des défenseurs des droits humains et des travailleurs humanitaires.

Contexte

Après seize années d'effondrement de l'État, le gouvernement fédéral de transition somalien n'a pas encore pris le contrôle de Mogadiscio, et commence juste à établir une force de police et un système judiciaire. Des dizaines de milliers de civils ont fui la violence croissante à Mogadiscio lors des trois derniers mois. Le GFT et les forces militaires éthiopiennes ont subi des attaques quotidiennes ces dernières semaines, ainsi que le contingent ougandais de l'AMISOM, provenant des restes des forces vaincues du Conseil des tribunaux islamiques et d'autres éléments d'opposition armée, qui seraient de nature clanique. Les forces du GFT et d'Éthiopie ont riposté en aveugle à ces attaques, faisant des centaines de victimes dans la population civile.

Amnesty International enquête sur des informations faisant état de violations des droits humains par les forces du GFT et d'Éthiopie à l'encontre des civils, y compris des journalistes, sous la forme d'exécutions extrajudiciaires, de détentions arbitraires et de viols.